

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/14
10 novembre 2001

(01-5591)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

ROYAUME-UNI

Déclaration de Mme Symons of Vernham Dean Ministre du commerce et de l'investissement

M. le Président, je suis heureuse de prendre la parole devant vous aujourd'hui.

Je voudrais m'associer aux autres pour remercier Son Altesse l'Émir et son gouvernement pour leur très grande hospitalité et les excellentes dispositions qu'ils ont prises pour accueillir cette conférence.

Ces jours prochains, un vrai défi nous attend. Un défi qui nécessite une coopération étroite, un leadership fort et une compréhension mutuelle de la part de tous.

Il est évident que nous sommes près d'un ralentissement économique mondial. Et cela dans un monde où nous voyons tous les jours que ce qui se produit dans une nation nous affecte tous. Notre réponse doit donc être mondiale. Nous ne pouvons pas nous réfugier dans l'isolement et le protectionnisme. Ce serait un désastre. Au contraire, nous devons montrer notre détermination commune et insuffler une nouvelle confiance dans l'économie mondiale en lançant un nouveau cycle de négociations dans le cadre de l'OMC.

Alors que nous essayons de mener cette Conférence ministérielle à bonne fin, nous devons être bien conscients qu'il faut lancer des négociations qui présentent un intérêt pour les pays les plus pauvres du monde et dont ceux-ci puissent tirer profit, et les intégrer pleinement dans l'économie mondiale.

Les études montrent combien un nouveau cycle pourrait être important. Si tous les Membres de l'OMC réduisaient de moitié les obstacles au commerce, le monde pourrait y gagner quelque 400 milliards de dollars EU par année - soit environ 1,4 pour cent du PIB mondial - dont à peu près 150 milliards reviendraient aux pays en développement.

Le Royaume-Uni est déterminé à faire en sorte que ce cycle soit réellement un "cycle du développement".

Que cela signifie-t-il? Je souscris très largement aux observations qu'a faites mon collègue Pascal Lamy. Les pays en développement ont beaucoup à gagner d'une participation à un système commercial ouvert et fondé sur des règles. Et ils auraient beaucoup à perdre si ce système était mis en péril.

Le libre-échange n'est pas une voie à sens unique – les pays développés ne peuvent pas demander une plus grande ouverture de la part des autres sans l'offrir eux-mêmes. Et plus les pays en développement sont prêts à s'ouvrir mutuellement leurs marchés, plus nous pensons qu'ils en tireront profit.

Nous comprenons les obstacles auxquels de nombreux pays en développement se heurtent qui les empêchent de participer pleinement aux travaux de l'OMC et de tirer parti des possibilités qu'ils offrent. Cette semaine même, le Royaume-Uni a montré qu'il voulait s'attaquer à ces problèmes de capacité.

Clare Short, Ministre du développement du Royaume-Uni, a annoncé un train de mesures représentant 20 millions de livres et Tony Blair, le Premier Ministre, a écrit à Horst Kohler du Fonds monétaire international et à James Wolfensohn de la Banque mondiale pour demander que leurs organisations fournissent un soutien financier aux pays les moins avancés qui s'attachent à ouvrir leurs marchés. Il leur a aussi demandé d'intensifier les efforts de la Banque et du Fonds dans le domaine du renforcement des capacités.

Pour ce qui est de la substance des entretiens que nous aurons cette semaine, le Royaume-Uni, avec ses partenaires de l'UE, cherchera à obtenir un programme de négociation ambitieux. Et ce pour de bonnes raisons.

Dans le cadre de l'OMC, les Membres établissent des règles globales qui régissent et stabilisent le commerce international. Mais d'importants obstacles demeurent – qui vont au-delà des droits de douane et des contingents. Le manque de transparence des règles en matière d'investissement et de concurrence entrave encore le commerce international. Les lourdes procédures douanières ont parfois le même effet. Aucun pays – développé ou en développement – ne peut exploiter au mieux les liens commerciaux tant que ces obstacles ne sont pas supprimés.

Nous devons également étendre le système commercial fondé sur des règles –en faisant entrer plus de pays à l'OMC. Les cérémonies d'accession auxquelles nous allons assister ce soir et demain constituent des pas importants dans ce sens.

Le défi que nous devons relever ici à Doha est clair – lancer un cycle de négociations commerciales bref, décisif et fructueux. Un cycle dont bénéficient les pays en développement. Un cycle ayant pour objet de réduire la pauvreté. Un cycle qui améliore l'accès aux marchés pour tous et qui vise à renforcer les capacités dont les pays en développement ont besoin pour participer effectivement à l'OMC et tirer parti de l'accès aux marchés.

Nous devons tous relever les défis qui nous attendent. L'OMC ne peut pas se permettre de rater cette occasion.
